Une discipline en voie de respectabilisation : la germanistique française au milieu du XXe siècle

Emmanuelle Picard

▶ **To cite this version:**

Emmanuelle Picard. Une discipline en voie de respectabilisation : la germanistique française au milieu du XXe siècle. Lendemains - Études comparées sur la France, 2002, 103-104, pp.68-78. hal-00585874

HAL Id: hal-00585874
https://hal.science/hal-00585874

Submitted on 15 Apr 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Emmanuelle Picard
Article à paraître dans ***Lendemains*** *(Berlin, H.M. BOCK) en 2002*

Une discipline en voie de respectabilisation : la germanistique française au milieu du XXe siècle.

La constitution des études germaniques en discipline universitaire en France au XXe siècle est un processus qui s'étend sur plusieurs décennies. Entre la création de la première chaire de germanistique à la Sorbonne en 1902 et l'explosion universitaire du début des années soixante, une évolution profonde s'est faite tant dans la sociologie des germanistes que dans leurs choix intellectuels. Si les transformations se sont effectuées de façon progressive, il n'en est pas moins possible de dater l'inflexion principale autour des années de la Seconde Guerre mondiale. L'analyse des travaux des germanistes et des choix de leurs sujets d'étude fait clairement apparaître cette rupture et permet de distinguer deux périodes dans l'histoire de la discipline. Dans les « temps héroïques », alors que la toute jeune germanistique accède à ses premiers galons universitaires avec la création d'une chaire à la Sorbonne, suivie de chaires en province, les spécialistes de l'Allemagne occupent la fonction à la fois scientifique et politique de répondre à la demande sociale au sujet du pays voisin. Il faut en effet expliquer, à la fois aux politiques et au grand public, ce pays à l'origine de deux guerres avec la France et qui reste l'ennemi dans l'horizon des possibles. Cet impératif est à l'origine d'une grande partie de leur production consacrée à l'Allemagne contemporaine et à son passé proche. Cinquante ans plus tard, les germanistes ne sont plus que les spécialistes d'Hölderlin, de Heine et de Goethe et n'ont plus aucune prétention à fournir des éléments de connaissance sur les réalités allemandes contemporaines.
Ce renfermement des germanistes sur l'étude des questions de langue et de littérature et leur abandon des problématiques plus générales de civilisation après 1945 ont déjà été mis en évidence, mais cette observation n'a reçu jusqu'ici qu'une explication limitée : les germanistes auraient choisi de se désinvestir de la sphère politique après avoir été échaudés par leur participation à la collaboration durant l'occupation allemande. Si cette donnée a pu jouer un rôle pour les plus âgés d'entre eux, effectivement impliqués dans des opérations de rapprochement franco-allemand entre 1940 et 1944, elle ne peut permettre de comprendre les modifications en profondeur de la discipline qui affectent les nouvelles générations. Il faut alors laisser de côté le rôle de la circonstance particulière (l'occupation allemande) pour s'interroger sur les raisons d'un processus d'ordre général. Cette nécessité est d'autant plus grande qu'une nouvelle conjoncture spécifique se produit après 1945, lorsque la France à son tour occupe l'Allemagne vaincue et y développe une importante politique culturelle à laquelle certains germanistes vont participer. Malgré l'occasion qui leur est alors offerte de connaître, et de ce fait de pouvoir parler de l'Allemagne des années zéro, le mouvement de désengagement se poursuit inexorablement et les germanistes n'écrivent pas à son sujet.
Il faut considérer les transformations des études germaniques en France non comme le fruit d'une adaptation aux événements politiques mais comme un mouvement lié aux processus internes d'évolution d'une discipline universitaire. Dans ce sens, on peut parler de respectabilisation : la germanistique abandonne la dimension plus politique de son propos pour se recentrer sur des objets plus nobles, au sens scientifique du terme. Mesurer la place qu'une discipline occupe au sein de la hiérarchie universitaire française impose de prendre en compte un certain nombre de facteurs.[1] Nous en retiendrons deux principaux : le premier concerne la composition sociologique du corps des germanistes ; nous avons choisi de nous intéresser à une partie facilement identifiable et très significative de ce personnel, les normaliens. Les travaux de Christophe Charle pour la première moitié du siècle[2] et de Pierre Bourdieu pour les années soixante[3] ont permis de mettre en évidence l'étroite corrélation entre

la proportion de normaliens dans une discipline et la place qu'elle occupe dans la hiérarchie universitaire. Il nous a semblé intéressant d'utiliser cet indicateur dans le cas précis des études germaniques, pour lesquelles l'évolution est particulièrement nette.
Le second indicateur concerne la production éditoriale des germanistes et leur inscription dans un espace thématique plus ou moins large. L'évolution de leur pratique éditoriale, les transformations dans le choix de leurs thématiques sont de bons indices de leur implication dans le traitement des questions politiques et de la nature du rôle qu'ils se réservent, spécialistes universitaires ou au contraire experts vulgarisateurs.
Après avoir envisagé ces aspects de la discipline, l'étude de deux parcours particuliers, ceux de Pierre Bertaux et de Pierre Grappin, servira d'illustrations individuelles à cette transformation générale.

Germanistes et Normaliens : une rencontre progressive

La preuve par l'agrégation

Une des façons d'aborder la question du rapport qu'entretiennent les normaliens avec la germanistique française passe par l'analyse des lauréats à l'agrégation d'allemand. Les agrégations de langues étrangères existent depuis le milieu du XIXe siècle, mais elles n'avaient alors qu'un statut de second rang, dans la hiérarchie agrégative.[4] Progressivement, elles s'individualisent avec la création d'un cursus spécifique à chaque aire linguistique et la formation des étudiants s'organise dans un cadre disciplinaire plus strict. Le concours de l'agrégation d'allemand, comme les autres, se standardise et se fixe autour d'une moyenne annuelle de 10 à 15 lauréats dans les cinquante premières années du XXe siècle[5] en même temps que se développent les chaires d'allemand, d'abord à Paris, puis en Province.
L'analyse des résultats du concours de l'agrégation d'allemand et de la place occupée par les Normaliens parmi les lauréats fournit un tableau clair des transformations internes de la discipline entre 1914 et 1950. La proportion des élèves de l'E.N.S. parmi les lauréats de l'agrégation d'allemand durant cette période est nettement moins élevée que pour les autres disciplines, signe d'un faible prestige.[6] En chiffres absolus, leur répartition est inégale sur la période, avec une moyenne inférieure à un par an (soixante et onze normaliens agrégés d'allemand pour soixante-deux années). Trois périodes concentrent 50% de l'ensemble des normaliens : treize agrégés entre 1919 et 1922, onze entre 1936 et 1940 et onze entre 1949 et 1952. Ces concentrations exceptionnelles peuvent avoir des explications différentes. Pour les années qui suivent immédiatement la Première Guerre Mondiale, le nombre élevé de normaliens est à mettre en relation avec la présence des Alsaciens, bilingues, qui bénéficient pour certains d'un concours d'entrée spécifique à l'E.N.S.[7] Pour les deux autres périodes, on peut supposer que la présence d'un enseignant particulièrement charismatique à l'École a été à l'origine de certaines vocations (Edmond Vermeil enseigne à l'École normale supérieure dans la seconde moitié des années trente). Ce qui domine nettement, au-delà des effets conjoncturels, c'est la faiblesse relative de la discipline que l'on pourrait qualifier de marginale. Elle est soulignée par un décalage assez net durant l'entre-deux-guerres avec la norme qui veut que les normaliens occupent systématiquement les premières places à l'agrégation.[8] Avant-guerre, deux années seulement voient les normaliens s'imposer à l'agrégation d'allemand : en 1926, concours dans lequel la moitié des admis (six sur treize) sont issus de l'E.N.S. et cumulent les deuxième, troisième, quatrième et sixième places ; en 1935, les trois normaliens qui se présentent sortent les trois premiers.
Le profil de la discipline paraît se modifier au moment de la Seconde Guerre Mondiale. La seconde cohorte concentrée (1936-1940), qui présente l'agrégation entre 1941 et 1945, a

globalement de meilleurs résultats : en 1939, les deux candidats normaliens sont aussi les deux premiers admis. En 1941, ils sont quatre mais aucun ne se trouve dans les meilleurs rangs. Les trois candidats normaliens de 1943 sont classés premier, second et quatrième. Enfin, les élèves de l'E.N.S. sont premiers en 1945, 1946 et 1948. Les données manquent pour les années cinquante afin de confirmer le mouvement de remontée entamé en 1939. On peut faire l'hypothèse que la Seconde Guerre Mondiale est le moment où la germanistique accède au rang de véritable discipline universitaire, qui au-delà d'un petit nombre de grands noms qui occupent les rares chaires, se constitue en véritable communauté. Elle devient alors attractive et constitue un choix disciplinaire pouvant permettre des carrières d'excellence. Dans les années soixante, les normaliens agrégés représentent ainsi 75% des assistants, maîtres-assistants et professeurs de germanistique à la Sorbonne.[9] L'étude des carrières des normaliens agrégés d'allemand permet d'affiner cette constatation.

Le poids des carrières universitaires

Lorsque l'on se penche sur les carrières des normaliens, et sur les stratégies professionnelles qu'ils élaborent, il faut prendre en compte les effets de conjoncture sensibles au niveau du recrutement des enseignants du supérieur. La première moitié du siècle est marquée par un très faible niveau de recrutement.[10] Au contraire, la décennie des années cinquante, et surtout les années soixante, sont un moment d'ouverture très net en lien avec la croissance des effectifs étudiants.[11] Dès lors, les choix professionnels des normaliens doivent être lus à l'aune de ces conditions objectives, qui permettent de comprendre comment certaines étapes de leur trajectoire peuvent être envisagées comme des positions d'attente ou des stratégies de contournement.
Grâce aux annuaires de l'association des anciens élèves de l'École normale supérieure, nous avons pu reconstituer une population de soixante et onze normaliens agrégés d'allemand ayant une activité professionnelle entre 1945 et 1960. Les élèves encore en cours de scolarité en 1960 sont exclus de cette étude, c'est-à-dire les promotions postérieures à 1954. L'individu le plus âgé de notre cohorte est entré à l'E.N.S. en 1893 (Joseph Dresch) et termine sa carrière comme doyen honoraire de l'université de Bordeaux au début des années cinquante. Les plus jeunes, promotion 1954, sont maîtres de conférence à la fin des années cinquante.

Les normaliens peuvent être répartis en quatre grands types de carrières :

	Total	**dont**
Enseignement supérieur	39	5 à l'étranger
Enseignement secondaire	20	9 dans l'inspection,
Diplomatie	8	3 dans la dipl. culturelle
Autres administrations	2	

La carrière universitaire constitue l'avenir probable pour un normalien agrégé d'allemand, avec pour plus de la moitié d'entre eux un poste de professeur dans une université parisienne en fin de carrière. En seconde place, on trouve l'université de Strasbourg avec trois postes. Mais cet accès privilégié à l'enseignement supérieur fluctue dans le temps. Si l'on considère l'année d'entrée à l'École, il semble qu'il n'y ait qu'un faible débouché dans cette direction pour les promotions 1909 à 1919 (un sur trois). Au contraire, les élèves de ces promotions poursuivent très majoritairement leur carrière dans l'enseignement secondaire, avec pour certain un débouché dans des postes d'inspection de l'Éducation nationale. Les germanistes de l'Entre-deux-guerres ne sont donc que marginalement normaliens. Cette constatation renforce l'image d'une discipline en cours de constitution, présentant peu d'attrait aux yeux

d'étudiants qui savent pouvoir rentabiliser leurs capitaux scolaires dans des disciplines plus prestigieuses (philosophie, philologie, grec, histoire...).
À l'inverse, la génération suivante est universitaire. En même temps qu'ils investissent les premières places à l'agrégation d'allemand, les normaliens sont de plus en plus nombreux à poursuivre des carrières universitaires d'excellence dans le domaine de la germanistique. Le rapport enseignement secondaire/enseignement supérieur bascule au bénéfice de ce dernier. Une enquête statistique sur les postes occupés par les normaliens quinze ans après leur entrée à l'école fait apparaître la remontée progressive des carrières universitaires : elles représentent 63 % du total entre 1945 et 1949, 68 % entre 1950 et 1954, 78 % entre 1955 et 1959.[12] Ces proportions sont globalement les mêmes dans le cas de la germanistique et sont à mettre en relation avec la création de postes dans les universités françaises.[13]
Mais l'ouverture des postes universitaires ne suit pas immédiatement la fin de la guerre et, dans l'intervalle qui sépare la sortie de l'École de l'entrée à l'université, plusieurs stratégies de carrière ont pu se mettre en place qui permettent d'attendre un poste d'assistant ou de maître de conférence, voire d'accélérer le processus. Elles constituent un bon indicateur du processus, alors en cours, de respectabilisation car elles fournissent les clés de la stratégie à élaborer pour atteindre le plus efficacement les positions les plus prestigieuses, à commencer par la Sorbonne. Traditionnellement, la position d'attente la plus utilisée est le lycée, auquel ouvre automatiquement l'agrégation et qui permet de préparer sa thèse tout en donnant des cours. Position peu confortable, elle pourrait être évitée par les normaliens germanistes de la jeune génération (promotion d'après 1935). Ils ont en effet l'occasion de briguer des postes dans la diplomatie culturelle alors en plein essor, et particulièrement en Allemagne où pas moins de 18 centres et instituts français fonctionnent dans les années cinquante. Malgré l'attrait matériel de ces postes (confort matériel lié à un salaire élevé, grande liberté dans l'organisation de leur temps, proximité des bibliothèques et des universités allemandes), ils ne sont que rarement choisis par ceux qui prétendent faire carrière au sein de l'université française. Au contraire, tout se passe comme si, loin d'être une occasion unique, ils constituaient un frein à ces carrières. Dans les très rares cas où l'Allemagne est une position d'attente, la situation ne doit pas s'éterniser au risque de voir les chances d'intégrer une université renommée s'amenuiser rapidement. Il faut souligner que les normaliens germanistes ayant terminé leur carrière à la Sorbonne sont rarement passés par l'Allemagne occupée.
La preuve par l'inverse est faite par les carrières de ceux qui restent longtemps en Allemagne. Un passage trop durable dans les cadres de la diplomatie culturelle invalide la prétention à une carrière universitaire française brillante ou même simplement linéaire. En revanche, elle permet peut-être l'accès aux postes de l'enseignement supérieur étranger, alternative à l'enseignement secondaire en France, alors que l'accès au poste de professeur d'université paraît impossible en France. Trois normaliens agrégés d'allemand sont dans ce cas qui terminent leur carrière respectivement dans les universités de Genève, Munich et Sarrebruck, après plusieurs années à la tête d'instituts français en Allemagne. Cependant, pour la plupart des normaliens présents en Allemagne dans les années d'occupation française, leur carrière renoue avec le lycée qu'ils avaient quitté en 1945.[14] Le clivage générationnel joue très nettement entre les deux types de parcours. Les plus anciens se trouvent dans la position de ne pas pouvoir prétendre aux postes universitaires alors en plein essor et se rabattent sur les positions alternatives que constituent les postes en Allemagne ; les plus jeunes, ayant bien intégré les normes de plus en plus sélectives de la discipline, évitent la distorsion dans leur trajectoire que serait cette expérience. Au même titre, leurs choix en matière de production intellectuelle et éditoriale soulignent la nécessité impérieuse qu'ils intègrent de se conformer aux canons les plus scientifiques de leur discipline.

Les métamorphoses d'une discipline : de l'Allemagne contemporaine à la littérature allemande

La comparaison entre la production des différentes générations de germanistes fait apparaître un clivage net entre ceux qui occupent les positions universitaires les plus prestigieuses durant l'Entre-deux-guerres et leurs successeurs. Si tous les germanistes en poste à l'université avant 1940 ne se consacraient pas à l'étude de l'Allemagne contemporaine, loin s'en faut, certains d'entre eux en faisaient leur principal objet sans que cela ne nuise à leur carrière. À cet égard, le cas emblématique est celui d'Edmond Vermeil dont le parcours linéaire aboutit à la Sorbonne en 1934. À cette date, il est l'un des germanistes les plus connus de sa génération, intervenant tant dans des institutions d'enseignement supérieur comme l'École normale supérieure ou l'École libre des sciences politiques, que dans le débat public (il est membre du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes). Sa production éditoriale est très variée, à la fois par son contenu et par sa forme. Pour une grande part, elle prend place dans ce que l'on pourrait qualifier de « haute vulgarisation », à destination d'un public cultivé soucieux de s'informer des réalités de son temps. C'est particulièrement le cas de son ouvrage, *L'Allemagne, essai d'explication*, qui paraît en 1940 chez Gallimard et dans lequel il expose ses théories de la continuité dans l'histoire allemande.
Au lendemain de la guerre, une telle stratégie intellectuelle n'est plus viable pour qui veut faire carrière de germaniste au sein de l'université, et encore plus accéder à la Sorbonne. Cela se vérifie par l'étude de la production des germanistes en poste dans les années quarante et cinquante, qui montre l'abandon total de ces sujets d'étude. Soixante-cinq germanistes ont été identifiés comme ayant publié des travaux au sujet de l'Allemagne entre 1945 et 1963.[15] Un lieu de publication s'impose sans rivale : la revue *Études Germanique* où les germanistes publient des articles consacrés à la langue, mais surtout à la littérature allemande. Lorsqu'ils s'aventurent hors des pages de leur revue tutélaire, c'est pour publier dans la *Revue de littérature comparée*, qui est également une revue universitaire, et beaucoup plus rarement dans la *Revue des Lettres modernes*, dont la volonté de vulgarisation est plus affirmée. Seule une petite minorité écrit pour d'autres revues comme *Critique* où Claude David joue le rôle de spécialiste attitré de l'Allemagne. Par ailleurs, il faut souligner la présence de germanistes comme collaborateurs réguliers de la rubrique des lettres allemandes dans des revues plus généralistes (Angelloz au *Mercure de France*, Boucher à la *Revue des Deux Mondes*). Il s'agit à chaque fois d'articles portant sur la littérature allemande, le plus souvent classique, parfois plus contemporaine.
Rares sont ceux qui sortent de l'espace de la littérature ; rares aussi ceux qui n'y entrent pas. Parmi les thèses soutenues par les germanistes durant la période étudiée, seules sept thèses principales portent sur des objets éloignés des préoccupations évoquées plus haut.[16] Aucune d'entre elles et un nombre très limité d'articles portent par ailleurs sur des sujets liés à l'Allemagne contemporaine, même de la part de ceux qui ont passé quelques années en Allemagne dans le cadre de l'occupation française. La réalité allemande, qui reste encore le fonds de commerce d'Edmond Vermeil dans les années cinquante, n'est en rien un sujet d'étude reconnu pour les germanistes français des années cinquante. L'après 1945 constitue un moment de forte rupture dans l'orientation de la discipline.

Comme nous l'avons déjà souligné, il faut se garder de trop attribuer de place aux événements de l'Occupation. De la même façon que la "politisation" de la germanistique pendant l'Entre-deux-guerres relève beaucoup moins des circonstances de 1914-1918 que de facteurs beaucoup plus anciens et plus profonds, sensibles dès la création de la chaire en Sorbonne en 1901, l'analyse que nous avons faite des cohortes d'agrégés d'allemand et des normaliens germanistes permet de relativiser le poids des circonstances. Le retrait de la discipline vers

une approche beaucoup plus exclusivement philologique et littéraire de l'Allemagne après 1945 doit s'interpréter avant tout comme la conséquence d'une évolution en profondeur de la discipline elle-même. Le développement d'une véritable filière germanique à l'E.N.S. et la place croissante des normaliens à l'agrégation pendant les années trente indiquent en effet que la période de fondation s'achève. Lui succède ce que nous avons appelé la période de "respectabilisation" universitaire au cours de laquelle la germanistique devient une discipline littéraire comme les autres, au sens où elle repose désormais sur une meilleure articulation du secondaire et du supérieur. L'ouverture des postes universitaires dans les années soixante ne fait qu'encourager un mouvement déjà amorcé : la fuite hors de l'enseignement devient exceptionnelle, notamment chez les normaliens, et dans le cadre de cette "respectabilisation", la "politisation" devient plus un danger à éviter qu'une occasion de fonder l'utilité de la nouvelle discipline. La présentation des carrières de deux des germanistes les plus brillants de l'après-guerre permet de montrer comment a pu être vécue la transformation de la germanistique et son éloignement progressif du champ politique par les générations intermédiaires. Pierre Bertaux et Pierre Grappin sont à la fois héritiers d'une période durant laquelle la discipline était encore peu valorisée au plan universitaire et contraints de prendre en compte son évolution.[17]

Dix années séparent leur entrée à l'École (1926 pour Bertaux, 1936 pour Grappin). Tous deux terminent leur carrière comme professeur d'université, P. Bertaux à Paris III-Censier, P. Grappin à Metz. Ce poste de province ne doit pas laisser croire à une carrière mineure en comparaison de la première : Pierre Grappin est des germanistes du XX siècle celui qui a dirigé le plus de thèses d'État (19) alors que Pierre Bertaux n'arrive "qu'en" seconde place avec neuf thèse.

Leur engagement politique s'inscrit, pour l'un comme pour l'autre, dans un espace-temps largement défini par la Seconde guerre mondiale et ne se poursuit pas au-delà du milieu des années cinquante. L'un et l'autre semblent avoir été en situation d'abandonner la carrière initialement projetée, mais aucun des deux ne s'en est finalement écarté. Leur engagement politique s'incarne dans deux dimensions étroitement liées : une activité de résistance qui se situe à un niveau de responsabilité important (Grappin est responsable du bureau parisien des M.U.R. en 1943, Bertaux est l'un des dirigeants du réseau toulousain "Libérer et Fédérer") et qui leur permet l'accès à des postes proches du pouvoir à la Libération : Bertaux est commissaire de la République à Toulouse en 1944, directeur du cabinet de J. Moch (Travaux publics et Transports) en 1946, puis préfet du Rhône en 1948 et directeur de la D.S.T. l'année suivante. Pierre Grappin est pressenti pour un poste au ministère de l'Information dans le G.P.R.F. en juin 1944, quand il est arrêté par les Allemands; quelques mois plus tard il retrouve cette administration avant d'être détaché comme chargé de mission auprès d'Émile Laffon, puis du général Kœnig, c'est-à-dire au cœur du pouvoir français en Allemagne occupée. Pour l'un comme pour l'autre, l'engagement prend place dans un espace politico-administratif que domine un relatif éclectisme. La principale différence entre les deux trajectoires est de l'ordre de la durée. La "carrière politique" de Bertaux commence dans les années trente auprès de Pierre Viénot, dont il soutient la campagne pour les élections législatives de 1932 et dont il est chef adjoint de cabinet aux Affaires étrangères en 1935. En 1937 et 1938, il participe aux cabinets d'Yvon Delbos (Affaires étrangères) et de Jean Zay (Éducation nationale). À la même époque, Grappin est au lycée, prépare l'entrée à l'E.N.S., voyage en Allemagne et passe l'agrégation d'allemand.

À côté de leurs activités administratives et politiques, ils sont tous deux au centre d'importants réseaux intellectuels. Pierre Bertaux est la troisième génération d'une lignée de germanistes (grand-oncle à Lille, Félix Piquet ; père professeur de classe préparatoire à Janson de Sailly, Félix Bertaux) ; il hérite également d'un capital social et culturel important par la participation active de son père à la *NRF*, son amitié avec les fondateurs de la revue

mais aussi avec d'importantes figures intellectuelles allemandes comme Curtius ou les deux frères Mann. Malgré son père magistrat, Pierre Grappin ne dispose pas de contacts équivalents. S'il va lui aussi se trouver dans le milieu littéraire, c'est grâce aux rencontres qu'il fait à Lyon, jeune professeur au lycée du Parc en 1941. Il participe à la fondation de la revue *Confluences* aux côtés de J. Aubencques et G. Bourgeois ; par ce biais, il rencontre nombre de personnalités du champ littéraire, à commencer par Jean Paulhan et Louis Aragon et participe aux réunions du C.N.E. en 1945. Il peut ainsi trouver des contributeurs de marque pour la revue *Lancelot* qu'il a fondée avec sa femme en Allemagne, sur les fonds du Gouvernement militaire français. Lui-même écrit parfois dans les *Lettres françaises*. On peut tenter d'établir un profil commun aux deux hommes : leur participation au champ politique peut se définir par l'occupation de fonctions essentiellement administratives, même si elles sont toujours en lien avec un engagement politique initial. En parallèle, que se soit par héritage ou par acquisition, on doit souligner une grande proximité avec le champ littéraire, sans cependant qu'elle donne lieu à une activité spécifique.
Dans ces deux domaines, une carrière alternative aurait pu être envisagée, comme en témoigne l'alternative qui s'offre à Pierre Grappin en 1948. De retour d'Allemagne (il y a passé trois ans, dont six mois en arrêt total pour accident), il prend un poste au lycée Fustel de Coulange qui s'accompagne d'une charge de cours à l'université de Strasbourg, où le germaniste Robert Leroux l'encourage à lui succéder. À cette date, deux possibilités s'offrent à lui : germaniste, soit à Strasbourg, soit à Paris où E. Vermeil lui propose un poste d'assistant ; diplomate ou assimilé, auprès d'André François-Poncet qui l'avait rencontré à Berlin avant la guerre et qui lui propose d'entrer à son cabinet au Haut-Commissariat. Il soutient sa thèse en 1950 et prend la succession de Robert Minder à Nancy, à la demande de celui-ci dont il avait fait la connaissance à Mayence.
Malgré ces opportunités réelles, les deux hommes choisissent la carrière universitaire à laquelle leurs études les destinaient préalablement. En fait, ils ne l'ont jamais interrompue longuement. Pierre Bertaux se trouve en dehors des cadres de l'enseignement entre 1944 et 1955. Toutes ses activités politiques aux côtés de Viénot avant-guerre sont menées en parallèle à sa carrière universitaire (professeur de lycée en 1934, professeur à la faculté de Rennes en 1937, puis de Toulouse en 1938). Pour Grappin, l'entracte est encore plus réduit puisqu'il ne dure que de 1943 à 1948. Ils présentent tous deux un profil d'excellence : reçu l'un et l'autre second à l'agrégation, tous deux pensionnaires de la Fondation Thiers, ils soutiennent leur thèse rapidement (Bertaux à 29 ans, Grappin à 35 ans mais après la Seconde guerre et ses activités de résistant), ce qui leur permet d'accéder au poste de professeur des universités en ayant enseigné seulement une année en lycée. Ils occupent plusieurs postes successifs passant l'un et l'autre par la Sorbonne en milieu de carrière. Mais ils n'y restent pas et optent pour des positions de fondateurs : Bertaux à l'institut d'allemand d'Asnières (Paris III) et Grappin à Metz. Ils ont des carrières universitaires brillantes et une production scientifique entièrement tournée vers la langue et la littérature allemande. Leur connaissance de l'Allemagne contemporaine, les liens qu'ils y ont établis ne sont que très marginalement mis en valeur dans leur activité de germaniste, au moins jusqu'aux années soixante-dix. En ce sens, ils épousent étroitement l'évolution de la discipline.

Si l'on reprend les conclusions de Pierre Bourdieu sur le champ universitaire français dans les années soixante, on retrouve au travers de ces deux exemples une germanistique finalement plus proche du pouvoir universitaire que du pouvoir intellectuel ou politique ; c'est-à-dire obéissant à des logiques internes au champ d'excellence scolaire et de contrôle sur l'institution. En revanche, les liens avec le champ politique semblent distendus alors même que les trajectoires s'y inscrivent pour des épisodes non négligeables. Un bon indicateur de la position de repli de la discipline sur elle-même pourrait être saisi dans le rejet par un certain

nombre de ses membres d'un événement comme Mai 68. Grappin, alors doyen de Nanterre, en fait le récit amer dans ses mémoires. Si l'engagement politique des germanistes français de l'avant-guerre était une pratique relativement fréquente, ce n'est plus le cas dans la seconde moitié du siècle. Cet éloignement des questions politiques et la forte logique universitaire qui se développe après 1945 justifient que les germanistes ne participent à l'action culturelle française en Allemagne que de façon marginale. Ils sont, au moment même où se joue une relation privilégiée avec le pays dont ils sont spécialistes, les moins impliqués dans le développement de nouvelles relations culturelles, tout entier occupé à des questions purement littéraires.

L'épisode n'en marque pas pour autant la disparition définitive de la germanistique civilisationniste. Mais sa réactivation passe par des chemins de traverse où s'illustrent de nouveaux spécialistes de l'Allemagne, qui ne sont pas germanistes, comme Alfred Grosser ou Joseph Rovan. Ce sont eux qui, jusqu'aux années soixante, sont les véritables spécialistes de l'Allemagne contemporaine en France.[18]

---

[1]L'étude plus complète des germanistes français et de l'évolution de la discipline est présentée dans notre thèse : *Des usages de l'Allemagne. Politique culturelle et rapprochement franco-allemand, 1945-1963. Politique publique, trajectoires, discours*, thèse d'histoire contemporaine de l'IEP de Paris, 1999.

[2]*La République des universitaires*, Le Seuil, Paris 1994.

[3]*Homo Academicus*, Les Éditions de Minuit, Paris 1984.

[4]Cf. A. Chervel : *Histoire de l'agrégation. Contribution à l'histoire de la culture scolaire*, I.N.R.P.-Kimé, Paris 1993, 168.

[5]Il s'agit de l'agrégation masculine uniquement.

[6]La comparaison est rendue possible dans les listes d'A. Chervel : *Histoire de l'agrégation..., op. cit.* car le nom des normaliens est accompagné d'un astérisque.

[7]Cf. J.F. Sirinelli : *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, Paris 1988, 112sq.

[8]A. Chervel : *Histoire de l'agrégation, op. cit..*, 141 sq.

[9]Cf. P. Bourdieu : *Homo Academicus, op. cit.*, 175.

[10]Cf. C. Charle : *La République des universitaires, op. cit.*

[11]Cf. A. Prost : *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, A. Colin, Paris 1968.

[12]*Quinze ans après*, in *Association amicale de secours des anciens élèves de l'École normale supérieure*, I (1996), 86.

[13]On constate en effet un accroissement brutal du nombre des postes de maîtres-assistants et de maîtres de conférence en germanistique au début des années soixante. Cf. M. Espagne, M. Werner (dir.) : *Les études germaniques en France..., op. cit.*, 465-489.

[14]Les carrières des normaliens agrégés d'allemand sont reconstituées dans les annexes de notre thèse. Cf. E. Picard : *Des usages de l'Allemagne, op. cit.*, 67 sqq.

[15]*Ibid.*, (chapitre 6) pour une présentation du corpus et des conditions de son élaboration, puis de son traitement,.

[16]*Ibid.*, 470.

[17]Les informations sont tirées essentiellement de leurs autobiographies : P. Grappin : *L'île aux peupliers. De la Résistance à mai 1968 : souvenirs du doyen de Nanterrre*, Presses universitaires, Nancy 1993 ; P. Bertaux, *Mémoires interrompus*, Pia, Asnières 2000.

[18]Cf. E. Picard : *Des usages de l'Allemagne..., op. cit.*, chapitre 9.

Résumé : **Emmanuelle Picard, Une discipline en voie de respectabilisation : la germanistique française au milieu du XIXe siècle** montre comment une discipline universitaire se constitue progressivement une légitimité par des procédures internes très largement indépendantes du contexte extérieur. La germanistique française est ainsi devenue une discipline respectable, c'est-à-dire attirante pour les plus mieux scolairement dotés des

étudiants (les normaliens) dès lors qu'elle s'est autonomisée des questions politiques qui avaient été à l'origine de sa constitution au début du siècle. Il en résulte après 1945 une germanistique française qui abandonne les questions civilisationnistes relatives à l'Allemagne contemporaine pour s'occuper uniquement des problèmes de langue et de littérature.